



CHRISTIANISME ET CIVISME

Le Congrès de la Fédération Française des Etudiants Catholiques

C'est à Lyon que s'est réuni du 7 au 9 février le Congrès de la Fédération Française des Etudiants Catholiques. Ce Congrès a rassemblé plus de 800 responsables catholiques venant de toutes les villes universitaires de France. Malgré les difficultés de transport et de dates, presque tous les groupes catholiques d'étudiants y étaient représentés.

Mais plus qu'un rassemblement d'étudiants, ce Congrès s'est sans doute présenté comme une manifestation d'Eglise. La présence de représentants de la JEC et de la JECF et de délégués étrangers, et notamment africains, accentuait ce caractère "catholique" du Congrès. D'autre part, la hiérarchie avait voulu témoigner de son intérêt à ces travaux: la participation de Mgr Ménager, secrétaire général de l'Action Catholique, et du Cardinal Gerlier - qui prit deux fois la parole au cours du Congrès - fut un grand encouragement pour les dirigeants de la FFEC, et montra clairement que leurs travaux n'étaient pas des "activités fractionnelles". Mais surtout un télégramme du Vatican apportait au Congrès les vœux personnels et la bénédiction apostolique du Saint Père. Enfin ces journées ne furent pas de travail seulement, mais de prière aussi, ce qui n'est peut-être pas le moins important dans une manifestation d'Eglise.

Le thème de ce Congrès était "Christianisme et Civisme". Ce thème se situait dans un effort de réflexion que la FFEC mène sur toute l'année à propos d' "Action et Foi". C'est au cours de diverses rencontres - qui ont eu lieu à la fin de l'année universitaire 1957-58 - que ce thème a été choisi. Partout, en effet, à propos d'engagements syndicaux, de participations aux sections étudiantes des partis politiques, de manifestations, une préoccupation semble avoir frappé les dirigeants de la FFEC. Comment ce qui est à faire dans l'ordre temporel s'accorde-t-il avec la foi? Comment se pose pour un chrétien le problème de sa participation à la vie de la cité? Ainsi la FFEC n'a pas voulu adopter telle position politique - ce qui serait en quelque sorte un second pas -, ni même faire une synthèse nouvelle d'opinions politiques diverses; moins encore pousser les étudiants vers une activité excessive et irréfléchie. Mais ses responsables estiment nécessaire de considérer les exigences d'action qu'implique la foi et de réfléchir aux difficultés que rencontre une foi qui s'incarne et se met au service des communautés humaines au sein desquelles elle se trouve placée et où elle doit se manifester.

L'autre raison qui a poussé la FFEC à insister sur ce point du civisme, est sans doute l'apathie croissante de ce qu'il est convenu d'appeler le "milieu étudiant" devant tout ce qui est d'ordre collectif. Apathie due à la préoccupation du travail scolaire: les étudiants ont suffisamment vu les vaillants syndicalistes râter régulièrement leurs examens; et de plus, les étudiants sont un peu méfiants, ils savent que l'on trouve parmi les bourgeois les plus rassis des gens qui, lorsqu'ils étaient étudiants, comptaient parmi les plus ouverts: ceux qui restent le plus authentiquement disponibles ne sont pas toujours ceux qui l'étaient le plus visiblement pendant leurs années d'études.

(ii)

Deuxième prétexte à l'insouciance: l'incompétence. Rien n'est plus facile - et les étudiants le savent bien - que de régler oralement des problèmes politiques. Rien n'est peut-être plus difficile que de régler dans les faits un problème économique ou social qui en recoupe forcément cent autres. Enfin les étudiants ont constamment à la bouche le mot d'inefficacité. On aimerait que tout fût immédiatement payant, et on se refuse à attribuer un prix à des actes en eux-mêmes insignifiants, mais dont les résultats ne peuvent être perçus qu'à longue échéance.

Devant cette double constatation, il est important que les catholiques se demandent comment se pose le problème de leur participation à la vie de la cité: les étudiants sont souvent indifférents au problème - la FFEC a entrepris de faire porter l'effort de son Congrès sur ce thème de "Christianisme et Civisme".

Ainsi pendant trois jours, plus de 800 personnes ont écouté des conférences, ont participé à des carrefours, et ont échangé des expériences sur ces questions. Les compte-rendus seront publiés dans le Bulletin de la FFEC.⁽¹⁾

Dans les conférences, on a d'abord essayé de définir de façon un peu précise le civisme. Pour M. Folliet, c'est une nécessaire coopération aux affaires de la cité; différent donc du patriotisme, attachement émotionnel à la terre des ancêtres, le civisme suppose une activité orientée vers la rationalité de l'Etat. Ce civisme est d'ailleurs exigé par la démocratie (alors que la monarchie demande plutôt le loyalisme) comme Montesquieu le disait clairement en fondant la démocratie sur la vertu. Aujourd'hui le civisme a plusieurs points d'application: il y a un civisme local - important pour lui-même et pour ses possibilités d'éducation - mais il y a aussi les affaires de la nation, celles de la communauté de culture française, celles de l'Europe. Ici encore l'on pense à Montesquieu et à la difficulté qu'il y a à essayer d'harmoniser ces buts différents. Un tel effort suppose avant tout une information correcte sur les problèmes qui existent à tous les échelons. M. Hubert Beuve-Méry a constaté qu'une telle information ne saurait être, à proprement parler, objective: devant les obstacles politiques, humains, moraux, qui s'opposent à la réalisation de la devise: "La vérité, toute la vérité, rien que la vérité", il semble plus sérieux de parler d'un souci constant d'honnêteté: être trompé la moins possible, être incapable de vouloir tromper. Si un journal se tient à ce souci, il y a des chances pour que son lecteur puisse y trouver une formation civique: car le jugement à porter sur les événements est peut-être la première exigence d'un civisme adulte. Or ce jugement ne peut être porté qu'après discussion, confrontation. Nous sommes ici dans le domaine du rationnel où un certain esprit critique est nécessaire. Mais cette sorte de méfiance avant de juger n'est pas suffisante pour créer une véritable maturité politique; pour M. Albertini, la cité a le droit d'exiger de ses citoyens un minimum de compétences en matière politique générale; cette compétence n'est pas tellement de l'ordre de la connaissance des systèmes ou des doctrines politiques: elle comporte plutôt la capacité de faire le lien entre telle réalité politique (ce qu'est une préfecture, les dispositions d'une réforme fiscale...) et les faits humains qu'elle recouvre. Ce genre de compétence s'accompagne donc d'une certaine connaissance des structures économiques et sociales dans lesquelles vit le citoyen. Enfin cette compétence doit être encore plus précise dans le domaine de la profession exercée. Tout cela tend à montrer que le civisme ne va pas de soi, et qu'il ne suffit pas d'aimer sa patrie pour avoir cet esprit de coopération à l'intérieur d'une communauté nationale.

Cette réflexion sur le civisme lui-même s'accompagnait d'études de sa place dans une conception chrétienne du monde, et notamment du monde d'aujourd'hui. Ici encore, on pourrait mettre en exergue à ces travaux un mot de Montesquieu que rappelait M. Beuve-Méry: "On peut être obligé de mourir pour sa patrie, on n'est jamais tenu de mentir pour elle." C'est dire que la vie de la cité est une valeur haute, puisqu'elle trouve son fondement dans un amour pour lequel on peut être appelé à mourir, mais qu'elle n'a pas la valeur suprême de vérité, celle qui doit servir de référence universelle. Pour un chrétien, il est évidemment un autre point de référence qui est la Christ, Vie et Vérité. Il n'en reste pas moins que, comme le disait le R. P. Bigo, dans la mesure où toute activité temporelle d'un chrétien relève de sa foi, l'Eglise demande aujourd'hui cet intérêt aux affaires de la nation. Mais, de par la dualité que fonde l'évangile entre la cité terrestre et la cité divine, l'Eglise n'a pas elle-même à corriger. C'est au laïc engagé dans l'état de changer les lois de l'état. Ainsi il n'y a pas de système politique qui puisse être annexé au christianisme, pas plus que le christianisme ne peut être annexé par un quelconque système politique. Une autre tâche de ces chrétiens qui ont à vivre pleinement dans leur milieu - c'est ici Mgr Ménager qui a insisté le plus fermement - est de créer par le jeu des structures et des mentalités collectives "un milieu nourricier" propre à accepter le message du Christ. Surtout que la foi ne se vit pas seul. L'Eglise, comme disait le R. P. Sommet, Recteur du Scholasticat de Fourvière, est une communauté particulière; mais elle a pour rôle de diviniser la création. De telle sorte qu'une communauté humaine quelconque n'a de sens que si elle est déjà figure de la communauté ecclésiale. L'Eglise fonde ainsi la communauté civique; ce qui appelle deux remarques: d'une part, elle la fonde sur le Christ, Rédempteur qui transcende toutes les espérances de l'homme, et d'autre part, il n'y a là aucun totalitarisme puisque l'Eglise ne recourt qu'à la médiation des consciences libres. Le civisme que réclame l'Eglise est celui qui reconnaît sa source dans "la préférence du Christ pour les hommes et des hommes pour le Christ".

* * *

"C'est surtout ceux qui vous verront vivre qui tireront les conclusions de ce Congrès", disait en terminant François Suard, président de la FFEC. Les groupes catholiques étudiants réfléchiront sans doute encore sur le civisme. Les compte-rendus à faire au retour de Lyon, les discussions qu'ils susciteront, prolongeront - avec les bulletins de la FFEC - tout ce qui a été dit au Congrès. Il faut enfin espérer que ces efforts aboutiront dans le concret et que nous verrons naître ça et là quelques manifestations d'un civisme réel.

On aimerait citer pour finir ces lignes tirées d'un rapport de commission, qui montrent assez nettement le souci des étudiants pour le rôle qu'en tant que chrétiens ils doivent avoir dans la cité. "Il ne faut pas considérer le rôle de l'Etat comme un moindre mal, un pis-aller qui permet à l'homme de vivre dans une paix relative; c'est une structure qui a sa place dans une vision chrétienne globale de l'homme; la cité terrestre contribue à construire la cité spirituelle, la Jérusalem céleste est la transfiguration d'une cité charnelle."

Richard PINI.

